

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZCité administrative – Porte J  
34 avenue du Maréchal Maunoury  
41000 Blois

Orléans, le 08/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **DERET LOGISTIQUE SAS**

580, rue du Champ Rouge  
45770 SARAN

Références : VAT20230703  
Code AIOT : 0010014306

### **1) Contexte**

1. Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2023 dans l'établissement DERET LOGISTIQUE implanté ZAC Les Portes de Chambord, 4 Avenue Robert BAUER, 41500 Mer. L'inspection a été annoncée le 20/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DERET LOGISTIQUE
- ZAC Les Portes de Chambord 41500 Mer
- Code AIOT : 0010014306
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MERMOZ (DERET Logistique) exploite une plateforme logistique, ZAC des Portes de Chambord, 4 Avenue Robert BAUER, sur la commune de Mer (41).

Cette installation a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 41-2020-12-15-005 du 15 décembre 2020 pour le stockage de matières combustibles diverses.

Dans le cadre de la construction du site, l'exploitant a procédé à des modifications de la plateforme logistique, avec notamment l'implantation de panneaux photovoltaïques en toiture du bâtiment principal qui abrite l'installation, dont la mise en place était initialement prévue en ombrières des parkings et en toiture du bureaux.

Ces modifications sont encadrées par le permis de construire modificatif PCM1, déposé le 22 juillet 2020 et obtenu le 8 septembre 2020, puis du permis de construire modificatif PCM2 déposé le 26 septembre 2022 et obtenu le 27 octobre 2022.

### Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- recollement à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 41-2020-12-15-005 du 15 décembre 2020 ;
- un point sur les modifications mise en place et portées à la connaissance du Préfet au travers du PAC du 17 mars 2023, objet d'une instruction indépendante de la présente inspection.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Fréquences, et modalités de l'auto	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 4.5.2	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	surveillance			
4	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 4.4.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.13	Lettre de suite préfectorale	1 mois
16	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.15.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
20	Voies engins	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.3.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 4.2.2	Sans objet
2	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 4.2.3	Sans objet
5	État des stocks et état des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.2.1	Sans objet
6	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.2.2	Sans objet
7	Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.4.1	Sans objet
8	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.5	Sans objet
9	Compartimentage	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.6	Sans objet
10	Dimensions des cellules	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.7	Sans objet
11	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.9	Sans objet
12	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.11	Sans objet
13	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.12	Sans objet
15	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.15	Sans objet
17	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 8.1	Sans objet
18	Dispositions particulières applicables à la rubrique 1532	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 8.2	Sans objet
19	Panneaux photovoltaïques	Arrêté Préfectoral du 15/12/2022, article 7.15.2	Sans objet
21	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.23	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : Plan des réseaux</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseaux de collecte – Points de rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ....) ;</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (Vannes, compteurs...);</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le plan des réseaux de son site. Ce plan intègre les modifications mises en place vis-à-vis du projet initial, concernant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>– la forme du bassin d'orage et de retenue n°2,</li><li>– la mise en place d'une surverse en remplacement d'une vanne d'isolement entre les deux bassins (Sud et Nord),</li><li>– la répartition des ressources en eaux dédiées à la défense incendie en 2 réserves aériennes souples de 210 m<sup>3</sup>, au lieu d'une seule de 420 m<sup>3</sup>,</li><li>– l'augmentation marginale des surfaces imperméabilisées.</li></ul> A noter, ces modifications ont été portées à la connaissance de l'administration au travers du PAC du 17 mars 2023, objet d'une instruction indépendante de la présente inspection. L'installation comporte 3 points de rejet : 1 rejet EU et 2 rejets EP. Les eaux pluviales de voiries sont traitées par un séparateur hydrocarbures en amont de leur rejet dans le bassin de retenue (1séparateur en amont de chaque bassin) dans lequel elles rejoignent les eaux pluviales de toiture, avant rejet dans les bassins de la ZAC. Deux systèmes de relevage assurent la vidange des bassins de retenue et d'orage : un à chaque sortie de bassin, dotés d'une double pompe (1 fonctionnement normal + 1 de secours). Le poste de relevage du bassin Nord permet un débit de rejet à 22,5 l/s, celui du bassin Sud, un débit de 30 l/s. Chaque système dispose d'un coffret électrique de commande à distance. L'arrêt des pompes permet l'isolement hydraulique du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 2 : Entretien et surveillance</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. [...]

<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> La mise en service des installations est effective depuis le 5 avril 2023. Avant cette mise en service, les vérifications suivantes ont été réalisées, par la société SARC (41100 Areines) : - inspections télévisuelles du 24 août au 21 octobre 2021 des réseaux EP et EU (rapports référencés 3-ITV EP V2 et 4-ITV EU V2), - un test d'étanchéité de ces mêmes réseaux du 24 août 2021 au 24 février 2022 (rapport d'essais d'étanchéité référencé 5-Etanchéité EU-EP). La consultation de ces rapports n'appelle pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 3 : Fréquences, et modalités de l'auto surveillance</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 4.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruits – Niveau acoustique
<b>Prescription contrôlée :</b> Une première mesure de la situation acoustique est réalisée dans les 6 mois suivant le démarrage de l'exploitation des installations. Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.
<b>Constats :</b> <b>L'exploitant n'a pas effectué la première mesure de la situation acoustique de son établissement, évaluation à réaliser dans les 6 mois suivant le démarrage de l'exploitation de ses installations (mise en service le 5 avril 2023).</b>
<b>Observations :</b> L'exploitant n'a pas effectué la première mesure de la situation acoustique de son établissement, dans les 6 mois suivant le démarrage de l'exploitation de ses installations en date du 5 avril 2023. Concernant ce constat, en complément de la demande d'achat présentée le 10 novembre 2023, l'exploitant a informé l'inspection, par mail du 17 novembre 2023, que son prestataire "Bureau-Véritas" interviendra les 31 janvier et 1er février 2024 pour réaliser cette première évaluation de la situation acoustique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>N° 4 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE rejets eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : <ul style="list-style-type: none"> <li>• MES &lt; 100 mg/l ;</li> <li>• hydrocarbures &lt; 10 mg/l ;</li> <li>• DCO &lt; 300 mg/l ;</li> <li>• DBO5 &lt; 100 mg/l.</li> </ul> Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 et N°3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)  La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de 72 667 m².
<b>Constats :</b>

L'exploitant n'est pas en capacité de présenter le rapport relatif aux résultats des analyses des rejets aqueux de son établissement.
<b>Observations :</b> L'exploitant a déclaré que les analyses des rejets aqueux ont bien été réalisées, mais qu'il n'avait pas encore reçu le rapport relatif aux résultats de ces analyses.  Selon la déclaration associée au porter à connaissance du 17 mars 2023, la surface imperméabilisée du site est passée à 73 180 m <sup>2</sup> , contre 72 667 m <sup>2</sup> annoncés dans le DDAE, suite aux modifications apportées aux voiries et aux aires de stationnement. Le porter à connaissance du 17 mars 2023 fait état de l'absence d'incidence associée à cette augmentation marginale des surfaces imperméabilisée concernant notamment le volume d'eau potentiellement polluée à retenir, en phase accidentelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>N° 5 :</b> État des stocks et état des matières stockées
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. [...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Pas d'écart observée.
<b>Observations :</b> A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté un état des stocks des matières entreposées dans son entrepôt, ainsi que la répartition de ces matières dans les huit cellules qui constituent cet entrepôt. Selon cet état des stocks, aucun produits dangereux n'était présent dans l'établissement le 10 novembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 6 :</b> Zonage des dangers internes à l'établissement
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zonage ATEX – Risques incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Il distingue 3 types de zones : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les zones à risques permanents ou fréquents ;</li> <li>• les zones à risques occasionnels ;</li> <li>• les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le 10 novembre 2023, l'exploitant ne disposait pas de plan de zonage ATEX. En réponse à ce constat, l'exploitant a communiqué à l'inspection, par courriel du 17 novembre 2023, le plan des dangers de son site annexé à son plan d'intervention (chapitre 11) qu'il a modifié

pour intégrer le zonage ATEX. Dans ce contexte, l'écart notifié en clôture de l'inspection du 10 novembre 2023 est soldé.
<b>Observations :</b> Le plan de zonage des risques ou dangers présentés par les installations figure dans le Plan d'intervention de l'établissement, en son chapitre 11. Le 10 novembre 2023, ce plan n'indiquait pas le zonage ATEX. Seul le risque d'incendie était identifié. Pour répondre à ce constat, par courriel du 17 novembre 2023, l'exploitant a communiqué à l'inspection le plan des dangers de son site modifié par l'ajout du zonage ATEX, suivant la note DOC-HSE-0170, en référence au DRPE (Document Relatif à la Protection contre les Explosions) établi en 2017, pour son site Champ rouge à Saran (45).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 7 : Comportement au feu</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tenue au feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations ne comprennent pas, ne surmontent pas, ni ne sont pas surmontées de locaux habités ou occupés par des tiers. [...] Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. L'ensemble de la structure est à minima R 60. Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur. Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. À défaut, le système « support de couverture + isolants » sera de classe B st d0 et l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. Le système de couverture de toiture satisfait la classe Broof (t3). Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe Do. Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). A l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils ne peuvent être contigus aux cellules où sont présentes des matières dangereuses. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 7.6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage). De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en étage le plancher est également au moins REI 120. Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point sont conservés par l'exploitant.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.

**Observations :**

Le bâtiment de stockage est constitué d'un seul niveau. Il est compartimenté en 8 cellules de stockage. La cellule 1 présente une surface plus réduite que les 7 autres afin de limiter les effets à l'extérieur du site en cas d'incendie. La façade Sud-Est de cette cellule est en béton REI240.

Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point de contrôle, notamment les attestations de conformité, sont tenus à la disposition de l'inspection.

Le 10 novembre 2023, l'exploitant a présenté le Document d'Ouvrage Exécuté (DOE) établi par la société RECTOR Ouest. Ce document justifie des modes de ruine présentés par le bâtiment de stockage et les bureaux adjacents :

- la ruine vers l'extérieur est exclue ;
- l'absence de ruine en chaîne a été prévue dès la conception du bâtiment : les murs situés en pignons sont autos stables. Les parois coupe-feu entre cellules sont maintenues par les charpentes respectives des cellules adjacentes, ainsi, en cas d'effondrement de la charpente de la première cellule, la charpente de la cellule voisine reprend les charges et maintient la paroi coupe-feu.

Les cellules 2, 3 et 8 disposent de bureaux en mezzanine, non isolés par un mur ou un plancher béton REI120 ; ces bureaux ne sont pas des cellules séparées et ne sont pas visées par la non ruine en chaîne dans le cas d'un incendie dans leur cellule d'appartenance.

Les cellules 5 et 6 disposent de bureaux en mezzanine, isolés par un mur et un plancher béton REI120.

En conclusion de son rapport, la société RECTOR Ouest mentionne :

*« Les différentes dispositions constructives, prises pour la conception du bâtiment, permettent de garantir que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un incendie n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu. »*

L'exploitant a également communiqué à l'inspecteur le rapport SOCOTEC du 27 janvier 2023 relatif à la vérification des conditions de réalisation de l'autocontrôle des entreprises intervenantes durant la phase travaux concernant notamment la stabilité et la résistance au feu des structures vis-à-vis des dispositions fixées par le point 4 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Le bac acier de la toiture repose sur des poutres et pannes en béton.

Le complexe de toiture composée d'un bac acier, isolant laine de roche A1 et étanchéité Soprafix bicouche, est BROOF(t3).

Les bureaux sont séparés des cellules par un mur en panneaux béton REI120 jusqu'à 14,19 m de hauteur (pour le plot bureau 1), soit 1 m au-dessus de la toiture des cellules.

Les bureaux 2 sont séparés des cellules par des locaux de charge dont les murs séparatifs avec les cellules sont en panneaux béton REI120 jusqu'en sous-face.

Il n'y a pas de communication directe entre l'entrepôt et les locaux électriques.

Le transformateur HT est situé dans un local séparé du local TGBT par un mur en parpaings lui-même séparé de l'entrepôt par un mur en panneau béton. Les locaux électriques sont ventilés (ventilation naturelle).

La toiture du local de charge de la cellule 8 est la même que celle de l'entrepôt.

L'ensemble des murs de ce local sont en panneau béton REI120.

Les locaux de charge des cellules 2 et 3 ne sont pas séparés par une paroi REI120 toute hauteur. Ils disposent d'un plafond en dalle béton. Les parois de ces locaux sont en panneaux béton REI120.

Il n'y a pas de communication directe entre l'entrepôt et la chaufferie. Les murs de la chaufferie sont en parpaings à l'exception du mur la séparant de l'entrepôt qui est en panneaux béton REI120.

Le porter à connaissance du 17 mars 2023 fait état du renforcement de la tenue au feu des locaux ou ateliers de charge associés aux cellules 2, 3 et 8, vis-à-vis des dispositions de l'article 7.17 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2020.

A l'exception de la toiture du local de charge de la cellule 8, les locaux de charge ont été réalisés conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à



<p>déclaration sous la rubrique n° 2925.</p> <p>Par aménagement de l'article 2.4.1 de cet arrêté, comme mentionné supra, le local de charge de la cellule 8 dispose d'une toiture de même nature que celle de l'entrepôt, à savoir un complexe, classé au feu Broof t3, composé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un bac acier,</li> <li>- d'un isolant,</li> <li>- et d'une membrane assurant l'étanchéité.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 8 : Désenfumage</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 m<sup>2</sup> et d'une longueur maximale de 60 m. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et à une hauteur minimale de 1 m. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 m. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement d'extinction automatique. Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 m<sup>2</sup> de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 m<sup>2</sup> ni supérieure à 6 m<sup>2</sup>. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 m des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Selon les attestations présentées par l'exploitant, chaque cellule est divisée en 4 cantons, à l'exception de la cellule 1 qui est divisée en 3 cantons. La surface maximale d'un canton est de 1 597 m<sup>2</sup> (canton 1.2).</p> <p>Suites aux modifications de la toiture et à l'installation des panneaux photovoltaïques, le plan de cantonnement a été modifié, ainsi que le positionnement des lanterneaux en toiture vis-à-vis du projet initial.</p> <p>Le plan de cantonnement et le plan de toiture modifiés sont joints en annexes du porter à connaissance du 17 mars 2023.</p> <p>Ces modifications ne remettent pas en cause les dispositions définies dans l'étude des dangers annexée à la demande d'autorisation environnementale unique, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la surface utile de désenfumage représente au minimum 2% de la surface de chaque canton avec au moins 4 exutoires pour 1 000 m<sup>2</sup> de toiture ;</li> <li>les exutoires seront disposés à plus de 7 m des parois séparatives entre cellules ;</li> <li>les amenées d'air frais représentent une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires</li> </ul>

<p>du plus grand canton, cellule par cellule.</p> <p>Selon les justificatifs transmis suite à l'inspection du 10 novembre 2023, chaque exutoire présente une surface utile de désenfumage égale à 4,62 m<sup>2</sup>. Chaque canton dispose de 7 exutoires (à l'exception des cantons 5.1 et 6.1, plus petits, disposant que de 6 exutoires), dont la surface utile de désenfumage représente au moins 2 % de la surface du canton.</p> <p>Les thermofusibles des exutoires sont calibrés à 181 °C.</p> <p>La visite in-situ a permis de constater que les commandes sont situées en deux points opposés, à proximité d'une issue de secours.</p> <p><b>L'exploitant devra être vigilant concernant l'implantation en toiture des panneaux photovoltaïques en cours, afin de ne pas obstruer partiellement l'ouverture de ces exutoires et réduire ainsi la surface utile des ouvrages de désenfumage.</b></p> <p><b>L'inspection prend note de l'intervention relative à la vérification annuelle de ces équipements planifiée les 15 et 16 novembre 2023.</b></p> <p>Amenées d'air :</p> <p>Les plus grands cantons présentent une surface de 1 509 m<sup>2</sup> (cellule 8), 1 503 m<sup>2</sup> (cellule 7 à 2), 1 597 m<sup>2</sup> (cellule 1).</p> <p>Les portes de quais des cellules donnant sur l'extérieur présentent une superficie 8,25 m<sup>2</sup>.</p> <p>2% du plus grand canton = 1 597 m<sup>2</sup> x 2% = 31,94 m<sup>2</sup> ; 31,94 / 8,25 = 3,87.</p> <p>Il faut donc au moins 4 portes de quai par cellule, ce qui est le cas pour toutes les cellules (notamment la cellule 1 qui dispose de 6 portes de quais).</p> <p><b>Type de suites proposées : Sans suite</b></p>
--

<b>N° 9 : Compartimentage</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matières combustibles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</p> <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ;</li> <li>• le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;</li> <li>• la paroi de la façade Sud de la cellule 1 est en béton REI 240 ;</li> <li>• les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur séparatif REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;</li> <li>• la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1d1 ;</li> <li>• les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement.</li> </ul> <p>Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent chapitre sont conservés par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Les murs séparatifs des cellules sont constitués de panneaux béton REI120 jusqu'à 14,64 m, soit 1 m</p>

<p>au-dessus de la toiture des cellules.</p> <p>Les entreprises ayant effectué des ouvertures de ces parois et les ayant calfeutrées ont transmis une attestation.</p> <p>Le mur de la façade Sud-Est de la cellule 1 est constitué de panneaux béton REI240, jusqu'à 14,19 m de hauteur (pour le plot bureau 1), soit 1 m au-dessus de la toiture de cette même cellule 1, Cf les attestations au feu ainsi que l'audit de recollement ICPE tenus à la disposition de l'inspection.</p> <p>Les portes coulissantes à fermeture automatiques disposent d'un fusible de part et d'autre de la paroi, leur permettant de se fermer, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. De plus, leur fermeture est asservie à la détection incendie.</p> <p>L'ensemble des portes piétonnes et coulissantes présentes dans les murs séparatifs présentent une tenue au feu REI120.</p> <p>L'ensemble de la toiture est recouvert de bandes comportant une feuille métallique en surface A2 Cf la fiche technique référencée n° WPBFR231/a - Sopralene Flam 180 Alu.</p> <p>Les justificatifs attestant du respect des prescriptions associés au présent point de contrôle sont conservés par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 10 : Dimensions des cellules</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Emprise au sol
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La surface maximale des cellules est égale à 6 000 m<sup>2</sup>. La hauteur maximale des cellules est limitée à 13,7 m au faîtage.</p> <p>Le bâtiment est composé des 8 cellules d'entreposage suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- cellule 1 : 4 292 m<sup>2</sup>,</li> <li>- cellule 2 : 5 851 m<sup>2</sup>,</li> <li>- cellule 3 : 5 850 m<sup>2</sup>,</li> <li>- cellule 4 : 5 962 m<sup>2</sup>,</li> <li>- cellule 5 : 5 849 m<sup>2</sup>,</li> <li>- cellule 6 : 5 848 m<sup>2</sup>,</li> <li>- cellule 7 : 5 962 m<sup>2</sup>,</li> <li>- cellule 8 : 5 891 m<sup>2</sup>.</li> </ul> <p>Les cellules ne comportent ni niveau, ni mezzanine.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'audit de recollement ICPE réalisé par la société AIRELLES Environnement au profit de la société CATELLA fait état d'un bâtiment composé des 8 cellules d'entreposage suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- cellule 1 : 4 293,5 m<sup>2</sup>,</li> <li>- cellule 2 : 5 851,6 m<sup>2</sup>,</li> <li>- cellule 3 : 5 850,8 m<sup>2</sup>,</li> <li>- cellule 4 : 5 960 m<sup>2</sup>,</li> <li>- cellule 5 : 5 846,8 m<sup>2</sup>,</li> <li>- cellule 6 : 5 847,4 m<sup>2</sup>,</li> <li>- cellule 7 : 5 963,2 m<sup>2</sup>,</li> <li>- cellule 8 : 5 884,7 m<sup>2</sup>.</li> </ul> <p>La hauteur sous poutre du bâtiment, au point le plus haut a été mesuré par le géomètre à 12,05 m. La hauteur sous bac a été ponctuellement mesurée à 13,3 m.</p> <p>Les surfaces exactes ont également été vérifiées par un géomètre. Ces surfaces diffèrent légèrement de celles mentionnées dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale unique.</p> <p>Le porter à connaissance du 17 mars 2023 fait état de ces modifications mineures.</p> <p>Les cellules ne comportent ni niveau, ni mezzanine.</p>

<b>N° 11 : Conditions de stockage</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distances d'isolement
<b>Prescription contrôlée :</b> Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 m sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 m est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° surface maximale des flots au sol : 500 m <sup>2</sup> ; 2° hauteur maximale de stockage : 8 m maximum ; 3° largeurs des allées entre îlots : 2 m minimum. La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 m par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, cette limitation ne s'applique qu'aux produits visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4748, et 4510 où 4511 pour le pétrole brut. La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier est au maximum égale à 12 m en présence d'un système d'extinction automatique.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> La visite in-situ de la cellule n°3 n'a pas mis en évidence d'écart concernant les règles fixées par l'article 7.9 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2020 concernant la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, maintenue libre entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. L'ensemble du stockage est effectué en rayonnage ou en palettier. Aucun stockage vrac n'a été observé. Selon l'état des stocks présenté le 10 novembre 2023, aucun produit dangereux n'était présent dans l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 12 : Eaux d'extinction incendie</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de retenue
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par des dispositifs externes aux cellules de stockages. Dans cette configuration de confinement par des dispositifs externes aux cellules de stockage : • les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs

menés sur ces équipements.

- les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement a été déterminé, selon le bassin versant du site, conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004).

Le volume d'eau à confiner en cas d'incendie sur le bassin versant Nord est estimé à 1 976 m<sup>2</sup>, pour un volume de bassin de 4 424 m<sup>3</sup>.

Le volume d'eau à confiner en cas d'incendie sur le bassin versant Sud est estimé à 2 431 m<sup>2</sup>, pour un volume de bassin de 1 110 m<sup>3</sup>.

Afin d'augmenter la capacité de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie, une surverse permettra de relier le bassin Sud au bassin Nord de 4 424 m<sup>3</sup>. Cette canalisation sera en temps normal munie d'une vanne fermée, qu'il faudra ouvrir en cas d'incendie afin de permettre cette augmentation de capacité. L'ouverture de ce dispositif sera asservie aux systèmes de sécurité incendie (SSI).

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

#### **Constats :**

Pas d'écart constaté.

#### **Observations :**

L'exploitant a présenté le plan de masse du site sur lequel figure le tracé des réseaux de collectes des eaux pluviales de toiture, des eaux de ruissellement du site, les bassins Nord n°1 et Sud n°2.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par les eaux incendie sont collectées via les caniveaux à fente des quais et dirigées vers chaque bassin par gravité.

L'exploitant a également fourni les justificatifs relatifs aux relevés topographiques réalisés pour justifier du dimensionnement des deux ouvrages de retenue créés sur le site :

#### **Bassin Nord n°1 :**

Volume de remplissage recherché : 4 424 m<sup>3</sup>

#### Résultats :

Volume de remplissage : 4423,999 m<sup>3</sup>

Surface de remplissage : 1953,28 m<sup>2</sup>

Hauteur maximum de remplissage : 3,87 m

Altitude de remplissage : 97,95 m

#### **Bassin Sud n°2 :**

Volume de remplissage recherché : 1 110 m<sup>3</sup>

#### Résultats :

Volume de remplissage : 1 109,999 m<sup>3</sup>

Surface de remplissage : 674,08 m<sup>2</sup>

Hauteur maximum de remplissage : 2,56 m

Altitude de remplissage : 99,02 m

Le dimensionnement du volume d'eau à collecter en phase accidentelle joint à la demande d'autorisation environnementale unique fait état d'un volume maximal de 1 975 m<sup>3</sup> (Cf D9A).

La surverse entre les deux bassins de collecte ne dispose pas de vanne.

Toutefois, la communication entre les deux bassins n'est rendue possible qu'en cas de montée en charge du bassin n° 2, ce qui rend le système équivalent.

Le porter à connaissance du 17 mars 2023 fait état de cette modification, sans incidence sur le volume global des ouvrages de retenue.

<p>Chaque bassin comporte à sa sortie un poste de relevage, doté d'une double pompe (1 fonctionnement normal + 1 de secours). Chaque poste dispose d'un coffret électrique de commande à distance.</p> <p>L'arrêt des pompes de relevages est asservi au déclenchement du sprinkler. Réf : « Attestation - Reprise TGBT coupure pompe sur le Système de Sécurité Incendie SSI ».</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 13 : Détection automatique d'incendie</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi des installations – Tests
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>La détection incendie est assurée par le système d'extinction automatique (sprinkler) dans les cellules de l'entrepôt, mais également dans les bureaux, les locaux de charge et le local sprinkler. La chaufferie et les locaux électriques disposent d'une détection automatique incendie (détecteurs de fumées ponctuels).</p> <p>Les cellules, locaux de charge, bureaux et locaux techniques sont équipés d'alarme sonore en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant a présenté le 10 novembre 2023, les attestations de conformité de l'installation sprinkler du bâtiment aux réglementations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– NFPA 13, pour l'entrepôt, les locaux de charge et les bureaux ;</li> <li>– NFPA 20, pour le local technique de défense incendie.</li> </ul> <p>A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a fait procéder à une simulation d'un déclenchement de l'extinction automatique d'incendie afin de vérifier le bon fonctionnement des reports des alarmes associées à la détection incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les alarmes sont bien reportées à l'exploitant (au poste de garde) ;</li> <li>– l'alarme est audible en tout point de l'entrepôt, des locaux techniques et des bureaux.</li> </ul> <p>Outre cet essai, la fiche du contrôle n°7727 de la centrale d'alarme et de signalisation (CMSI) du système de détection incendie réalisé par la société CEGELEC le 7 septembre 2022 fait état de la mise en service définitive de l'installation ainsi que du bon fonctionnement des alarmes sonores (lignes sirènes), de la fermeture des portes coupe-feu et de la mise hors tension des armoires électriques (à l'exception de celles des locaux de charge dont l'isolement est asservi au SSI), en cas de détection incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment</p>

d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie (la pression dynamique délivrée est inférieure à 6 bars) ;

b. Des réserves d'eau (réserve de 420 m<sup>3</sup>), réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 m d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 m maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).

c. d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

d. de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 m<sup>3</sup> par heure durant deux heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires (volume nécessaire calculé : 270 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures) sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001, sans toutefois dépasser 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'ensemble de l'entrepôt sera équipé d'une installation d'extinction automatique à eau de type sprinkler, conforme aux normes en vigueur.

L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.

#### **Constats :**

**L'attestation de conformité relative à l'installation d'extinction automatique à eau de type sprinkler mise en place présentée par l'exploitant (réf : « Catella Mer\_Attestation de conformité NFPA ») ne précise pas si la qualification de cette installation est adaptée aux produits stockés et à leur condition de stockage.**

Aussi, il est demandé à l'exploitant de justifier de cette conformité.

#### **Observations :**

Le site dispose de dix poteaux incendie disposés sur le périmètre de l'entrepôt.

Ces poteaux sont des DN100 alimentés par le réseau public, capables de délivrer au moins 60 m<sup>3</sup>/h en usage individuel et 183 m<sup>3</sup>/h en usage simultané, à une pression de 1 bar, selon le rapport d'essai SET du 30 juin 2022.

L'installation dispose également d'une réserve de 420 m<sup>3</sup> d'eau dédiée à la défense incendie, répartie en deux réserves aérienne souples de 210 m<sup>3</sup> (au lieu d'une unique de 420 m<sup>3</sup>). Le SDIS 41 n'émet pas d'observation concernant cette modification.

Chaque bache alimente deux poteaux d'aspiration DN150.

La visite in-situ a permis de constater la présence effective de ces 2 réserves aériennes, de l'aire de manœuvre associée et des marquages spécifiques mis en place pour répondre aux préconisations du SDIS 41.

En regard de la largeur des voies de circulation interne et d'accès à ces moyens de défense incendie, les mesures mises en œuvre n'appellent pas d'observation.

Les cellules de l'entrepôt sont protégées par un système d'extinction automatique d'incendie conforme (auto-contrôle) à la norme NFPA13. L'attestation de conformité présentée par l'exploitant (réf : « Catella Mer\_Attestation de conformité NFPA ») ne précise pas l'adaptation aux

produits stockés et à leur condition de stockage. Selon les justificatifs fournis par l'exploitant, l'établissement dispose de 83 RIA tournants pivotants répartis dans l'ensemble des installations.
L'exploitant a déclaré avoir réalisé un exercice POI le 31 août 2023, avec un exercice d'évacuation de ses personnels. Le compte rendu relatif à cet exercice interne fait état de quelques observations concernant les mesures organisationnelles mises en place ; un plan d'actions visant à lever ces observations est mis en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>N° 15 :</b> Installations électriques et équipements métalliques
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi des installations en service
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. Dans chaque cellule, à proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Le rapport SOCOTEC du 16 novembre 2022, référencé 162U0/22/1039, relatif à la vérification initiale réalisée du 22/06/2022 au 14/11/2022, fait état d'aucune observation. A contrario, le rapport SOCOTEC relatif à la vérification initiale réalisée du 27/09/2023 au 03/10/2023 fait état de plusieurs observations pour lesquelles l'exploitant a mis en place un plan d'actions, et sollicité l'intervention de ses prestataires dans le cadre des recours associés au parfait achèvement des travaux de construction du bâtiment qui abrite ses installations. A noter, le certificat Q18 délivré par SOCOTEC dans le cadre de sa mission du 27/09/2023 au 03/10/2023 fait état de l'absence de risque d'incendie et/ou d'explosion. Dans ce contexte et en regard du plan d'actions mis en œuvre, la consultation des rapports susvisés n'appelle pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 16 :</b> Protection contre la foudre
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.15.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ARF – ETF – Suivi des installations de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de



protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention ont été réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique.

Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.

#### **Constats :**

**Selon le rapport des Etablissements RENARD relatif à la vérification complète initiale, en date du 1<sup>er</sup> septembre 20223, de l'installation de protection contre le risque foudre, l'installation de protection mise en place n'est pas conforme notamment à la norme NF C 17-102 de septembre 2011.**

**Les écarts notifiés dans ce cadre n'ont pas été levés dans le mois suivant la vérification complète susvisée.**

**D'autre part, l'étude technique doit être complétée pour intégrer la protection contre le risque foudre à mettre en place pour le système d'alarme associé à l'installation de panneaux photovoltaïques.**

#### **Observations :**

Une Analyse du Risque Foudre et une Etude Technique avaient été réalisées en phase projet, en octobre 2019, et jointes à la Demande d'Autorisation Environnementale Unique (Annexe 16).

L'ARF a été mise à jour (Ref : « ARF-22-24634\_Cattela\_Mer ». Cette nouvelle ARF annule et remplace l'ARF antérieure. L'ET a également été mise à jour « ET-2224634\_CatellaMer\_23022022 »

Des évolutions du projet justifient cette nouvelle étude : implantation modifiée des locaux techniques et sprinkler ainsi qu'une évolution de la valeur de la densité de foudroiement locale.

8 PDA ont été observés lors des visites du 20 juillet 2022 et du 6 septembre 2022 relatives à l'audit de conformité du site à l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2020 conduit par la société AIRELLES Environnement : 2 PDA par mur séparatif, 1 mur sur 2 (Réf : « DOE\_ Attestation\_Foudre\_CEG », « AFF004752\_fin travaux pose PDA ADEE », « ET-22- 24634\_Notice VérificationMaintenanceSPF », « ARF-22-24634\_Cattela\_Mer », « ET-22-24634\_CatellaMer\_23022022 »).

La vérification complète initiale réalisée le 1<sup>er</sup> septembre 2023 par la société RENARD fait mention d'une installation non conforme à la norme NF C 17-102 de septembre 2011. Les écarts notifiés dans ce cadre n'ont pas été levés dans le mois suivant la vérification.

Par ailleurs, chaque unité de production photovoltaïque doit être dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Il convient de qualifier de mesure de maîtrise des risques instrumentée cette

détection liée à l'alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de production de l'unité permettant de répondre à cette exigence. Pour mémoire, aucune liste d'équipement important pour la sécurité n'a été établie dans les documents pris en compte dans l'établissement de l'ARF. Toutefois, au vu des hypothèses les équipements suivants ont été considérés comme des Mesures de Maîtrise des Risques instrumentés : <ul style="list-style-type: none"> <li>– détection incendie,</li> <li>– sprinkler,</li> <li>– détection gaz à la chaufferie.</li> </ul> L'inspection note que le système d'alarme précité permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque ne figure pas parmi les MMRi susvisées. Aussi, il appartient à l'exploitant de compléter l'étude technique foudre pour intégrer la protection contre le risque foudre à mettre en place pour ce système.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>N° 17 :</b> Dispositions particulières
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rubrique 4755 – Alcools de bouche
<b>Prescription contrôlée :</b> Les alcools de bouche pourront être stockés dans les cellules 2 à 7 uniquement sauf si les cellules sont contiguës avec les bureaux (voir article 7.4.1). La hauteur maximale de ces stockages sera de 12 m. La quantité maximale d'alcools de bouche n'excédera pas 450 m <sup>3</sup> dans l'ensemble du bâtiment. Les produits seront stockés sous la forme de petits contenants de quelques litres à quelques dizaines de litres. L'exploitant est, en tout temps, en mesure de justifier l'état et la localisation des stocks d'alcool de bouche.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté un état des stocks des matières entreposées dans son entrepôt, ainsi que la répartition de ces matières dans les huit cellules qui constituent cet entrepôt. Selon cet état des stocks, aucun produits dangereux, y compris les alcools de bouche, n'était présent dans l'établissement le 10 novembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 18 :</b> Dispositions particulières applicables à la rubrique 1532
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des palettes
<b>Prescription contrôlée :</b> Une zone de stockage de palettes est située à l'extérieur des cellules de stockage. Cette zone est à plus de 10 m des parois de l'entrepôt et à plus de 20 m de l'enceinte du site. Le volume maximal de palettes stocké sur cette zone extérieure est de 200 m <sup>2</sup> .
<b>Constats :</b>

Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a déclaré ne pas exploiter une zone de stockage de palettes à l'extérieur des cellules de stockage, pour des raisons d'esthétiques et en application des directives du groupe DERET.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 19 : Panneaux photovoltaïques</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2022, article 7.15.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Section V de l'AM du 04/10/2010 (Art.30 à 43)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque, mis en place, le cas échéant, sur le site ou au-dessus des bâtiments d'entreposage, doivent respecter les dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté. L'installation de panneau photovoltaïque en toiture de l'entrepôt est en cours de réalisation.
<b>Observations :</b> <p>Le 10 novembre 2023, l'installation de panneau photovoltaïque en toiture de l'entrepôt était en cours de réalisation.</p> <p>Les travaux en cours consistent en l'implantation de panneaux photovoltaïques en toiture de la plateforme logistique, pour une puissance d'environ 3 900 kWc, dont la mise en place était initialement prévu en ombrière des parkings et en toiture du bureau LS2.</p> <p>Ces modifications sont encadrées par le permis de construire modificatif PCM1, déposé le 22 juillet 2020 et obtenu le 8 septembre 2020, puis du permis de construire modificatif PCM2 déposé le 26 septembre 2022 et obtenu le 27 octobre 2022.</p> <p>Selon l'exploitant, la charpente du bâtiment a été conçue en prévision de l'équiper de panneaux solaires en toiture. Les notes de calcul des portiques et des pannes du constructeur du bâtiment intègrent la charge du générateur photovoltaïque (Cf PAC du 17/03/2023).</p> <p>Selon la notice descriptive « Photovoltaïque » annexée au porter à connaissance du 17 mars 2023, la société URBASOLAR en charge de l'implantation de la centrale photovoltaïque, certifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– que l'ensemble de l'installation est conçu selon la norme C15-100 et les préconisations du guide UTE C15-712-1 de juillet 2013 en matière de sécurité incendie ;</li> <li>– que l'ensemble de l'installation est conçu en matière de sécurité incendie selon les préconisations de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ;</li> <li>– que toutes les dispositions seront prises pour éviter aux intervenants des Services de Secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension.</li> </ul> <p>Le complexe de couverture photovoltaïque en toiture sera constitué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– de panneaux photovoltaïques cristallins correspondants aux normes en vigueur et conformes au cahier des charges de - la Commission de Régulation de l'Energie (CRE).</li> <li>– du système d'intégration (fixation)</li> <li>– des onduleurs pour convertir le courant continu en courant alternatif,</li> <li>– du réseau de câblage liant les différents éléments du système.</li> </ul> <p><b>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit mettre en place la signalisation prévue à la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, respecter les préconisations du SDIS 41 émises dans son avis du 24 octobre 2022 relatif au permis de construire modifié PCM2 susvisé, et actualiser son plan de défense avant la mise en service de l'installation de panneau photovoltaïque, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours, en cas de sinistre.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 20 : Voies engins</b>
-----------------------------

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès au bâtiment
<b>Prescription contrôlée :</b> Une voie «engins» au moins est maintenue dégagée pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li> <li>• l'accès au bâtiment ;</li> <li>• l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;</li> <li>• l'accès aux aires de stationnement des engins.</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b> Le 10 novembre 2023, il a été constaté la présence d'engins et de stockages dans l'emprise des voies engins.
<b>Observations :</b> La visite in-situ a permis de constater la présence d'engins et de stockages liés à l'installation de panneaux photovoltaïques dans l'emprise des voies engins. Par courriel du 17 novembre 2023, l'exploitant a indiqué que cet évènement, avec la présence d'une grue sur site, était un évènement totalement ponctuel. Selon le responsable de l'entreprise en charge des travaux, cet évènement fait suite aux évènements météorologiques qui l'ont pénalisés pour acheminer en toiture le matériel. Une photographie jointe à cette transmission présente la libération partielle de la voie de circulation à l'arrière de l'entrepôt. Selon ce même responsable, ce type d'évènement ne se reproduira plus, de manière non programmée. En effet, la voie pompier devra être bloquée sur une journée programmée à l'avance afin de poser les postes de transformation et de livraison. Cette pose ne pourra pas se faire autrement qu'en stabilisant une grue sur la voie. Naturellement, ce jour précis sera programmé à l'avance et le SDIS 41 et l'exploitant en seront informés. D'autre part, l'occupation partielle de cette voie a fait l'objet de demande d'accord préalable du SDIS 41 suspendu au respect des dispositions suivantes : <i>« Dans le sens où cette modification de la voie périphérique est limitée dans le temps, que l'espace occupé permet de laisser libre d'accès la périphérie du bâtiment, qu'elle laisse accessible les emplacements réservés aux services de secours (aire de stationnement dédiées à l'aspiration / l'alimentation des engins et aire de mise en station des moyens aérien) le SDIS 41 valide l'implantation mais émet les observations suivantes :            identifier les risques liés aux produits stockés par des pictogrammes facilement identifiables ;            rendre audible l'alarme incendie au niveau de la base de vie. »</i> <b>Il est demandé à l'exploitant de justifier du respect de ces préconisations, et de limiter l'emprise de la voie de circulation afin de permettre la libre circulation des engins d'intervention, en toute sécurité.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>N° 21 :</b> Plan de défense incendie
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des situation d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule. Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>– l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>– les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;</li> <li>– la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>– le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>– la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique ;</li> <li>– la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au chapitre 7.5 ;</li> <li>– la localisation des interrupteurs centraux prévus au chapitre 7.15 ;</li> <li>– les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>– les mesures particulières prévues au chapitre 7.22.</li> </ul> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. Il est tenu à jour.</p>
<p><b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le plan de défense incendie qu'il a établi. Ce dernier a indiqué à l'inspecteur que son plan est en cours de finalisation. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit mettre en place la signalisation prévue à la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, respecter les préconisations du SDIS 41 émises dans son avis du 24 octobre 2022 relatif au permis de construire modifié PCM2 susvisé, et actualiser son plan de défense avant la mise en service de l'installation de panneau photovoltaïque, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours, en cas de sinistre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>